

## Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

*Date de la contribution : 20/11/2023*

### Introduction

### Cadre de régulation tarifaire

**Question 1 :** Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Oui

Commentaire :

GRTgaz partage les conclusions présentées par la CRE concernant le bilan du cadre de régulation.

**Question 2 :** Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

Oui

Commentaire :

GRTgaz est favorable au maintien de la durée actuelle de la période tarifaire et de la clause de rendez-vous à mi-période, sous réserve que la trajectoire de charges liée au respect des obligations résultant du nouveau règlement européen visant à réduire les émissions de méthane soit traitée à part, à titre exceptionnel (intégration d'une trajectoire prévisionnelle de CNE induites par l'application du règlement dans la trajectoire initiale de CNE ATRD7 suivie d'une mise à jour de cette trajectoire en cours de période tarifaire à l'occasion de l'adoption du règlement).

**Question 3 :** Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

GRTgaz n'a pas de remarque sur la méthode de détermination du revenu autorisé.

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable à une évolution de la méthode de détermination du coût moyen du capital afin de mieux refléter les conditions économiques, à condition qu'un taux unique soit appliqué à l'ensemble de la base d'actifs.

GRTgaz n'est pas favorable à la mise en place de deux taux comprenant un taux long terme sur les actifs historiques et un taux court terme sur les nouveaux actifs mis en service pendant la période tarifaire ATRD7 avant de rebasculer sur le taux long terme à la période tarifaire suivante.

Ce mécanisme irait à l'encontre de la visibilité souhaitée et concrétisée par le choix de périodes tarifaires de quatre ans. Un nouvel actif mis en service entrerait dans une BAR temporaire qui se verrait attribuer un taux pour maximum quatre ans, voire un, deux ou trois ans, avant de basculer dans la BAR des actifs historiques ; cela n'a qu'un impact très limité sur la rentabilité des nouveaux actifs qui sont principalement des actifs de long terme.

La mise en place d'un tel mécanisme induirait pour les opérateurs une forte complexité opérationnelle de mise en

place, compte tenu des décalages temporels (mois voire années) entre les différentes dates (décision d'investissement, période de réalisation des investissements, mise en service, entrée dans la BAR à laquelle le taux de rémunération commence à s'appliquer) avec le risque que des actifs se retrouvent avec des parties dans les deux BAR selon le cut-off des périodes tarifaires, ce qui n'aurait pas de sens.

Par ailleurs, l'introduction d'un taux court terme sur des nouveaux actifs ne correspond pas aux modalités de financement des entreprises, qui se financent à différentes périodes selon leurs besoins globaux en fonction de leurs revenus, des nouveaux investissements et du refinancement des actifs historiques.

**Question 5 :** Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

GRTgaz est favorable à une évolution de la méthode de détermination du coût moyen du capital afin de mieux refléter les conditions économiques, à condition qu'un taux unique soit appliqué à l'ensemble de la base d'actifs. Différentes méthodes peuvent être appliquées avec une combinaison de données historiques et/ou prévisionnelles sur différentes périodes et aboutir à des résultats similaires. En fonction de la cohérence et du niveau retenu des différents paramètres du taux, la pondération devrait être fixée de manière normative afin d'assurer une stabilité notamment en appliquant un retour total de marché (Total Market Return - TMR) à un niveau conforme aux pratiques de marché.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Défavorable

Commentaire :

GRTgaz estime justifié que la valeur de référence pour le calcul de la plus-value corresponde à la valeur de l'actif dans la BAR et non à la valeur nette comptable. En effet, pour le calcul de la plus-value à restituer au tarif par l'opérateur, il est justifié de raisonner en gaz comme c'est le cas en électricité par rapport à la valeur qui sert de référence pour la détermination du revenu autorisé, c'est-à-dire la valeur de l'actif dans la BAR. Un tel raisonnement permet à l'opérateur d'obtenir pour l'actif concerné la rémunération cible retenue par le régulateur, ni plus, ni moins. De plus, retenir comme référence pour la plus-value à restituer au tarif une valeur inférieure revient à désinciter toute cession et conduit à un traitement discriminatoire au détriment des opérateurs gaziers (BAR inflatée) par rapport aux opérateurs électriques (taux nominal et BAR non inflatée) pour qui le montant correspondant a été perçu sous forme de rémunération de la BAR et n'est pas restituable dans une situation similaire.

**Question 8 :** Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable aux grands principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE, qui s'inscrivent dans la continuité du cadre ATRD6. Toutefois, GRTgaz considère qu'une évolution du taux d'actualisation du CRCP est nécessaire, le taux sans risque basé sur des paramètres historiques n'étant pas représentatif des conditions de financement de court terme des opérateurs. Afin de refléter au mieux le taux auquel les opérateurs financent leur

CRCP et plus spécifiquement le niveau des taux d'intérêt au moment où ce CRCP est constitué, le taux d'actualisation du CRCP devrait correspondre au taux sans risque basé sur des données de court terme.

De la même manière, GRTgaz considère que ce même taux sans risque basé sur des données de court terme devrait être utilisé comme taux d'actualisation pour le calcul du lissage du revenu autorisé envisagé par la CRE.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire annuelle présentés.

**Question 10 :** Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/- 2 % du plafond du facteur k ?

GRTgaz est favorable à une prise en compte, dans la mise à jour tarifaire annuelle, de l'écart d'inflation au titre de l'année précédente entre la prévision du PLF et l'inflation réalisée. Une telle évolution permettrait de s'assurer que les termes tarifaires évoluent au plus proche de l'inflation réelle et ainsi de réduire le solde du CRCP. L'ajustement proposé de l'IPC semble d'autant plus pertinent que les écarts entre l'inflation prévisionnelle du PLF et l'inflation réalisée sont importants.

S'agissant de l'augmentation du plafonnement du facteur k à +/- 3%, GRTgaz considère qu'il s'agit d'une piste intéressante pour un apurement plus rapide du CRCP dans les cas où des écarts importants de charges ou de recettes se font dans le même sens (par exemple, contexte d'inflation imprévue créant des écarts de trajectoire de CCN et de CNE conjugués à des recettes plus faibles que prévu), même si cela augmenterait la variabilité tarifaire. Le taux d'inflation actuel et les niveaux attendus pour la période ATRD7 justifient une augmentation du plafond du facteur k dont le niveau a été fixé dans un contexte de taux d'inflation très faibles.

**Question 11 :** Avez-vous des remarques sur les évolutions envisagées du tarif ATRD6 des ELD, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1, et la prise en compte exceptionnelle de l'écart 2022 au 1er juillet 2024 ?

GRTgaz est favorable à une prise en compte, dans la mise à jour tarifaire annuelle, de l'écart d'inflation au titre de l'année précédente entre la prévision du PLF et l'inflation réalisée. Une telle évolution permettrait de s'assurer que les termes tarifaires évoluent au plus proche de l'inflation réelle et ainsi de réduire le solde du CRCP. L'ajustement proposé de l'IPC semble d'autant plus pertinent que les écarts entre l'inflation prévisionnelle du PLF et l'inflation réalisée sont importants.

**Question 12 :** Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable aux grands principes généraux du cadre de régulation actuel.

**Question 13 :** Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant les évolutions de la régulation incitative des coûts d'exploitation envisagées ?

Sans avis

Commentaire :

**Question 14 :** Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

Oui

Commentaire :

GRTgaz partage l'orientation de la CRE.

**Question 15 :** Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Energie de GRDF ?

Non

Commentaire :

GRTgaz ne partage pas l'analyse préliminaire de la CRE.

Le niveau constaté des charges d'ANE est à la fois peu prévisible et peu maîtrisable. D'une part, il est très difficile de prévoir l'évolution des prix des énergies sur la période ATRD7, et donc l'écart de prix qui sera à couvrir par l'ANE, ainsi que les évolutions éventuelles de fiscalité applicable. D'autre part, GRDF ne dispose d'aucune possibilité de contrôler le niveau d'ANE réalisé qui s'impose à lui chaque année.

GRTgaz considère ainsi qu'il conviendrait d'inclure au périmètre du CRCP un poste « charges d'avantage en nature énergie » dont les écarts par rapport à la trajectoire de référence seraient pris en compte à 100% au CRCP. De cette façon, tout écart de prix des énergies par rapport aux hypothèses prises pour la définition de la trajectoire de charges d'ANE serait neutralisé via la couverture à 100% au CRCP. Cela permettrait de s'assurer qu'une évolution à la baisse des prix des énergies se traduirait dans les évolutions tarifaires annuelles, au bénéfice des consommateurs. A l'inverse, l'opérateur ne serait pas pénalisé en cas de prix supérieurs aux prévisions, sur lesquels il n'a pas de prise. Pour rappel, le dispositif des reversements n'est pas fixé dans le cadre de « contrats négociés » mais dans un cadre réglementaire.

La CRE considère que le maintien du cadre actuel de régulation incitative des charges d'ANE est justifié notamment par les objectifs de sobriété fixés par le gouvernement mais cela ne remet pas en cause le caractère peu prévisible et peu maîtrisable de ces charges et donc leur inclusion au CRCP.

**Question 16 :** Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable au maintien du dispositif d'incitation à la maîtrise des coûts unitaires d'investissements mais considère comme GRDF que la référence des coûts unitaires pour la période ATRD7 devrait être fondée sur les coûts définitifs 2022 et 2023, pour tenir compte de l'impact de la crise sanitaire en 2020 et 2021

**Question 17 :** Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

## Commentaire :

Dans l'ensemble, GRTgaz est favorable à la reconduction du mécanisme d'incitation des charges « hors réseaux ».

GRTgaz s'interroge cependant sur les modalités de retraitement de la trajectoire fixée pour l'ATRD7 des grands projets inclus dans la trajectoire ATRD6 mais non réalisés. Le retraitement des grands projets prévus mais non réalisés doit également prendre en compte la contrainte créée par la nécessaire prise en compte par l'opérateur en cours de période d'évolutions réglementaires non prévues dans le cadre d'une trajectoire de charges fixée et incitée à 100%. Des éventuels retraitements devront dans tous les cas faire l'objet d'une analyse au cas par cas.

GRTgaz rappelle également que la fixation d'une trajectoire ex-ante sur une période longue de 4 ans pour l'ensemble des dépenses hors réseaux n'est pas forcément compatible avec la rapidité des évolutions du secteur des systèmes d'information ou des évolutions réglementaires dans les secteurs de la mobilité et des bâtiments.

Le niveau de charges d'exploitation et de capital retenu pour le tarif ATRD7 devra prendre en compte ces nouveaux enjeux, et non seulement le niveau de performance atteint pendant l'ATRD6.

Enfin, GRTgaz considère pertinent de continuer à exclure de la régulation incitative les investissements SI de cybersécurité, compte tenu des enjeux croissants auxquels font face les opérateurs d'infrastructures et en même temps de la visibilité plus faible sur ces dépenses par rapport aux autres dépenses SI.

**Question 18 :** Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Défavorable

## Commentaire :

GRTgaz considère qu'il convient d'appréhender avec prudence toute incitation à la priorisation des investissements dans la mesure où les investissements de GRDF répondent déjà à des impératifs de sécurité du réseau et de développement des gaz verts. Une régulation incitative des investissements de GRDF est en place, que ce soit pour la majeure partie des investissements dans les réseaux et pour les investissements hors réseaux, et il ne semble pas nécessaire d'instaurer un dispositif additionnel.

**Question 19 :** Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Oui

## Commentaire :

GRTgaz partage globalement les enjeux présentés par la CRE.

**Question 20 :** Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

Ni favorable, ni défavorable

## Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 21 :** Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement

des réclamations ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 22 :** Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du compte d'écart distribution (CED) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 23 :** Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de consommation » ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 24 :** Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

Défavorable

Commentaire :

Sur le principe, GRTgaz est favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour les problématiques relatives à l'injection de gaz renouvelables et bas carbone, comme nous l'avons exprimé dans notre contribution à la Consultation Publique sur les tarifs d'acheminement transport ATRT8.

Toutefois, GRTgaz ne se prononce pas quant à la pertinence d'une incitation financière des indicateurs de qualité de service relatifs au réseau de distribution.

S'agissant de l'indicateur portant sur les délais de réponse, il conviendrait que les délais pris en compte ne dépendent que de l'opérateur / de GRDF.

S'agissant de l'indicateur portant sur le taux de gaz renouvelables et bas carbone écrêtés et pour ce qui concerne GRTgaz, il est rappelé qu'il convient de limiter les analyses aux zonages en attente de réalisation d'un rebours. GRTgaz précise également que, pour ce qui le concerne, la remontée des données ne peut se faire qu'à un rythme annuel.

**Question 25 :** Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

GRTgaz n'a pas de remarque concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R et D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7.

**Question 26 :** Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au

mécanisme ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 27 :** Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ? Avez-vous des remarques sur sa mise en œuvre (méthode, progressivité, etc.) ?

Non

Commentaire :

La désindexation réduirait la BAR à long-terme, mais sa mise en œuvre induirait une hausse du revenu autorisé à court terme. Compte tenu de l'irréversibilité de ce changement de modèle et du contexte actuellement peu propice à une hausse supplémentaire du tarif, GRTgaz considère qu'une mise en œuvre dès l'ATRD7 n'est pas pertinente. De façon générale, GRTgaz rappelle son attachement à la stabilité et à la prévisibilité du cadre de régulation, toute rupture de modèle ne pouvant se concevoir sans permettre une anticipation suffisante de la part des acteurs de marché.

**Question 28 :** Considérez-vous que le changement de méthode d'amortissement apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ?

Non

Commentaire :

GRTgaz n'est pas favorable au passage en régulation d'un amortissement linéaire à un amortissement dégressif pour l'ensemble des actifs puisque cela introduirait un écart avec la comptabilité et un risque fiscal pour l'opérateur.

**Question 29 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de la réduction de la durée d'amortissement pour répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement ?

Sans avis

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 30 :** Considérez-vous souhaitable de mettre en œuvre dès maintenant ces évolutions ?

Non

Commentaire :

GRTgaz n'est pas favorable au passage à un amortissement dégressif compte tenu du risque fiscal pour l'opérateur et GRTgaz n'est pas favorable à la désindexation de la BAR dès l'ATRD7 compte tenu du contexte actuellement peu propice à une hausse supplémentaire du tarif. De façon générale, GRTgaz rappelle son attachement à la stabilité et à la prévisibilité du cadre de régulation, toute rupture de modèle ne pouvant se concevoir sans permettre une anticipation suffisante de la part des acteurs de marché.

**Question 31 :** Avez-vous d'autres suggestions concernant la répartition dans le temps des charges de capital, dans l'objectif de répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement de gaz ?

| GRTgaz n'a pas d'autres suggestions.

**Question 32 :** Êtes-vous favorable aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 33 :** Êtes-vous favorable à la reconduction le cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6 ?

Favorable

Commentaire :

| GRTgaz est favorable à la reconduction du cadre de régulation du projet changement de gaz.

## Niveau tarifaire

**Question 34 :** Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

| GRTgaz considère qu'il est important de doter GRDF des moyens de R et D nécessaires à l'optimisation de la production de biométhane dans la mesure où ces recherches favorisent le développement de l'injection de biométhane dans le réseau, au bénéfice des engagements climatiques de la France, de sa souveraineté énergétique et de la pérennisation de l'utilisation des réseaux de gaz. Il convient de noter qu'il est peu probable qu'une telle activité de R et D soit menée par la filière de production de biométhane dont les acteurs sont atomisés et ne disposent pas de ressources financières suffisantes.

**Question 35 :** Avez-vous des observations concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7 ?

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 36 :** Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 37 :** Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 38 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF ?

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 39 :** Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 40 :** Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs



raccordés envisagées par la CRE ?

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 41 :** Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

GRTgaz considère préférable de procéder à une « marche tarifaire » entre l'ATRD6 et l'ATRD7 permettant ensuite des évolutions tarifaires limitées en cours de période ARD7. Si le lissage doit dans tous les cas être neutre économiquement, GRTgaz est favorable à des termes de lissage contenus afin d'atténuer au maximum les déséquilibres annuels entre charges et recettes.

**Question 42 :** Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

## Structure tarifaire

**Question 43 :** Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

Oui

Commentaire :

GRTgaz partage les enjeux identifiés par la CRE.

**Question 44 :** Partagez-vous les enjeux identifiés concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution ?

Oui

Commentaire :

GRTgaz est favorable à ce que la structure tarifaire reflète au mieux les coûts de dimensionnement et de maintenance du réseau engendrés par les différentes catégories de clients.

**Question 45 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau de seuil proposé par GRDF, afin de ne pas viser l'ensemble des clients par l'introduction d'un terme de débit ?

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 46 :** Est-ce que l'introduction du terme de débit tel que proposé vous semble une solution adaptée pour répondre aux enjeux identifiés pour la prochaine période tarifaire ?

Sans avis

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 47 :** Avez-vous des remarques sur la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE correspondant à l'introduction d'un terme de débit ?

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 48 :** Partagez-vous la position de la CRE sur l'opportunité d'un changement de seuil T2/T3 ?

Sans avis

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 49 :** En cas d'introduction d'un changement de seuil entre options T2 et T3, êtes-vous favorable à la fixation du nouveau seuil à 100 MWh ? Un autre niveau de seuil, tel que 50 MWh, vous paraît-il plus pertinent ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 50 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T2 et T3 et celle entre les profils et la fréquence de relève doit être recherchée, en cas d'introduction d'un changement de seuil ?

Sans avis

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 51 :** Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable à un traitement tarifaire identique entre les différents types de biométhanés et les gaz bas-carbone qu'ils soient issus de méthanisation ou d'autres technologies.

**Question 52 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection ?

Oui

Commentaire :

GRTgaz partage l'analyse de la CRE.

**Question 53 :** Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Défavorable

Commentaire :

GRTgaz réitère son opposition à une augmentation en niveau des termes collectés sous forme de timbre d'injection auprès des producteurs, compte tenu du contexte actuel de filière fragile du fait du retard des entrées de projets

au registre des capacités au regard des enjeux de décarbonation et de sécurité d'approvisionnement sur la période de l'ATRD7 au moins.

De plus dans sa forme actuelle, le timbre a la vocation décrite par la CRE d'un signal prix, alors que le producteur est déjà invité à bien choisir son implantation au travers du dispositif du droit à l'injection et des zonages de raccordement publiés, et également du prix de raccordement qui lui est demandé par l'opérateur de réseau, prix directement proportionnel à la distance du réseau. En ce qui concerne les producteurs de type agricole qui représentent une forte proportion des producteurs actuels et à venir, leur lieu d'implantation est lié à la localisation de leurs intrants et des débouchés pour leurs digestats, et peu sensible au signal prix du timbre.

Pour ces raisons, GRTgaz est défavorable à une augmentation du niveau du timbre, toutes composantes variable volumique ou fixe ajoutées, au-delà de son niveau actuel.

Le coût total du terme ne devrait par ailleurs pas excéder le coût des capacités appliqué aux points frontière (PIR, PITTM) pour les gaz fossiles. Ce serait incompréhensible pour les producteurs français. On peut renvoyer à ce propos au projet du 4ème paquet gaz d'un abattement de 75% des prix des capacités pour les gaz verts.

**Question 54 :** Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

Défavorable

Commentaire :

Compte tenu des éléments de réponse à la question 53, GRTgaz n'est pas favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection. En particulier, pour l'ATRD7, les coûts de renforcement résiduel peuvent être socialisés dans les tarifs d'acheminement comme c'est le cas pour les ENR électriques.

**Question 55 :** Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

Dans sa réponse à la consultation publique ATRT8 portant sur la structure du terme d'injection, GRTgaz s'est exprimé en faveur de la transformation du terme d'injection actuel en un terme unique purement capacitaire à collecter auprès des expéditeurs (et pas directement auprès du producteur comme actuellement), et de niveau inférieur ou égal à celui des points frontière comme explicité plus haut.

Il serait souhaitable d'avoir une tarification similaire en distribution mais deux structures différentes pourraient également être envisagées.

**Question 56 :** Êtes-vous favorable au principe de reversement du timbre d'injection ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable au principe d'un reversement aux GRT des recettes perçues au titre du timbre d'injection, en rappelant ici

- la limitation de cette collecte uniquement à une partie des charges d'exploitation directes des rebours ;
- sa préférence pour un terme capacitaire pur, pouvant être collecté par le GRD ou par le fournisseur du producteur raccordé au réseau de distribution.

**Question 57 :** Êtes-vous favorable au calendrier envisagé par le CRE pour la mise en œuvre des évolutions de structure du tarif de distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 58 :** Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Sans avis

Commentaire :

| GRTgaz ne se prononce pas.

**Question 59 :** Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRTgaz ne se prononce pas.